



Participez au mois asiatique de Wikipédia en novembre et décembre !
Contribuez durant le mois asiatique de Wikipédia et recevez une carte postale !

[\[Aidez-nous à traduire !\]](#)

Georges Ibrahim Abdallah

11 langues

[Article](#) [Discussion](#)

[Lire](#) [Modifier](#) [Modifier le code](#) [Voir l'historique](#) [Outils](#)

 Pour les articles homonymes, voir [Abdallah](#).

Georges Ibrahim Abdallah (arabe : جورج إبراهيم عبدالله), né le 2 avril 1951 à [Kobayat](#) ([Liban](#)) est un [militant communiste libanais](#). Chef de la [Fraction armée révolutionnaire libanaise](#) en [France](#), une organisation armée d'[extrême gauche](#) en lutte contre l'[invasion israélienne du Liban](#) qui revendique plusieurs [attentats sur le territoire français](#), notamment l'assassinat d'un diplomate américain et d'un diplomate israélien en 1982, il est condamné pour complicité d'assassinat terroriste et emprisonné pendant 41 ans.

Arrêté en 1984, Georges Ibrahim Abdallah est condamné en 1987 à la [réclusion à perpétuité](#) pour complicité dans ces deux assassinats. Il est libérable à partir de 1999.

Plusieurs personnalités intercèdent pour sa libération tandis que des organisations françaises, notamment de [gauche](#), font campagne pour sa libération.

En novembre 2024, le [tribunal de l'application des peines](#) accepte la demande de libération de Georges Abdallah. Saisie d'un appel du [parquet](#), la [cour d'appel](#) autorise en juillet 2025 sa libération avec expulsion immédiate vers le Liban, qui a lieu le 25 juillet 2025.

Biographie

[\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

Jeunesse et famille

[\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

Georges Ibrahim Abdallah

Une illustration sous licence libre serait la bienvenue

Biographie

Naissance	2 avril 1951 (74 ans) <div>Kobayat </div>
Nom dans la langue maternelle	جورج إبراهيم عبد الله
Nationalité	libanaise
Domicile	France (1984-2025)
Activité	Militant politique
Parentèle	Chloé Delaume (nièce)

Autres informations

Idéologie	Communisme, nationalisme palestinien
Membre de	Factions armées révolutionnaires libanaises <div>Front populaire de libération de la Palestine </div>
Condamné pour	Complicité d'assassinat (en) (1987)
Condamnation	Emprisonnement à perpétuité
Lieu de détention	Centre pénitentiaire de Lannemezan (1984-2025)

[modifier](#) - [modifier le code](#) - [modifier Wikidata](#)



Georges Ibrahim Abdallah naît dans le village de [Kobayat](#), au nord du [Liban](#), au sein d'une famille [chrétienne maronite](#) de neuf enfants dont le père est militaire¹. Il effectue ses études à l'école normale d'[Achrafieh](#), quartier de l'est de [Beyrouth](#).

En 1972, il est nommé instituteur dans un village de la [plaine de la Bekaa](#). Il reste dans l'enseignement jusqu'en 1979.

Il est l'oncle paternel de l'écrivaine française [Chloé Delaume](#)².

Engagement politique [modifier | modifier le code]

L'engagement politique de Georges Ibrahim Abdallah débute dans les rangs du [Parti social nationaliste syrien](#), une formation laïque se réclamant de l'unification d'une « [grande Syrie](#) » et du refus des anciennes frontières de la période du [mandat français](#)^{3,4}.

Motivé par la [cause palestinienne](#), il rejoint ensuite le [Front populaire de libération de la Palestine](#) (FPLP)⁵ - mouvement [marxiste-léniniste](#) s'illustrant dans une série de [détournements d'avions](#) dans les [années 1960](#) et [1970](#), et considéré comme [groupe terroriste](#) par l'[Union européenne](#) et les [États-Unis](#)⁶. L'organisation accueille alors dans ses rangs de nombreux militants marxistes et anticolonialistes internationaux, notamment Libanais³. Selon le [Mossad](#), il est un proche de [Georges Habache](#), le chef du FPLP.

Dès 1976, il est soupçonné d'avoir joué un rôle dans l'assassinat de Francis Meloy, [ambassadeur des États-Unis](#) au Liban⁷. Il participe à la [guérilla](#) au [Liban du Sud](#)⁸. Il est blessé lors de l'[invasion israélienne du Sud-Liban en 1978](#)⁶.

Il participe à la création de la [Fraction armée révolutionnaire libanaise](#) (FARL, né à la suite de la dissolution du FPLP-OE⁹), organisation marxiste proche du FPLP^{3,6,10}, dont il dirige les opérations en France sous les pseudonymes « Salih al-Masri », « Abdul-Qadir » ou « Abdel Kader Saadi » - la base de ce groupe en France étant à [Lyon](#)^{11,9}. Un ancien membre des FARL confie à la chaîne [Al Jazeera](#) en 2009 : « Nous avons décidé de mener des actions à l'étranger, notamment en Europe, plutôt qu'au Liban, conformément au slogan : frapper l'ennemi partout où il se trouve⁸. »

Son mouvement des FARL prend contact avec d'autres groupes militants d'[extrême gauche](#), notamment les Français d'[Action Directe](#), les [Brigades rouges](#) italiennes et la [Fraction armée rouge](#) allemande (RAF)^{6,12}.

Le 12 novembre 1981, les FARL tentent d'assassiner par [arme à feu](#) Christian Adison Chapman, chargé d'affaires à l'[ambassade des États-Unis](#), alors qu'il quitte son domicile parisien, [allée Paul-Deschanel](#)¹³.

En [1982](#), les FARL revendiquent l'assassinat du lieutenant-colonel [Charles R. Ray](#) (en), attaché militaire américain à [Paris](#) (le 18 janvier à [Strasbourg](#)), et celui de [Yacov Barsimantov](#) (en), deuxième conseiller à l'[ambassade d'Israël](#) (le 3 avril à Paris, devant sa famille)^{5,14,15}. L'assassinat de Barsimantov, par la jeune militante Jacqueline Esber³, intervient trois jours après que son bureau parisien a été mitraillé¹⁵.

Le 17 septembre de la même année, les FARL [tentent d'assassiner à la voiture piégée](#) Amos Manel, un [diplomate](#) israélien, face au [lycée Carnot](#), [rue Cardinet](#) à Paris ; l'attentat fait 51 blessés dont des

lycéens^{16, 17}.

Une bombe placée par les FARL sous la voiture de Roderick Grant, attaché commercial à l'ambassade américaine en France, explose rue de la Bourdonnais à Paris et tue deux [gardiens de la paix](#) détachés aux services de [déminage](#) de la préfecture de police¹⁸. Ce nouvel attentat est revendiqué par les FARL¹⁹.

Le 26 mars 1984 à [Strasbourg](#), les FARL blessent grièvement par cinq balles à bout portant [Robert O. Homme](#) ([en](#)), [consul](#) des États-Unis au [Parlement européen](#)²⁰. Les FARL revendiquent également leur implication dans cette attaque^{21, 20}.

Le 23 avril 1985, les FARL enlèvent Gilles Sidney Peyroles, directeur du [Centre culturel français](#) de [Tripoli](#) (Liban) et fils de l'écrivain [Gilles Perrault](#), et réclament la libération de Georges Abdallah^{22, 23, 24, 10}.

Selon les FARL, ces attentats sont des « actes de résistance armée » à une agression militaire, le Liban faisant alors face à l'[invasion israélienne](#) appuyée par les [États-Unis](#)¹⁴. C'est également l'argument utilisé pour sa défense par Abdallah pendant son procès.

Arrestation et condamnations [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Abdallah est arrêté à [Lyon](#) le 24 octobre 1984 : il entre dans un commissariat pour demander une protection contre des agents du [Mossad](#) qui le poursuivraient²⁵. Il est détenu pour possession de faux [passeports algériens](#) (au nom d'Abdelkader Saadi) et [maltais](#), participation à une [association de malfaiteurs](#) et possession illégale d'armes et d'explosifs. Il est condamné dans cette ville le 10 juillet 1986^{26, 10}. Dans le journal-mémoire qu'il fait éditer, [Jacques Attali](#), le conseiller du président français [François Mitterrand](#), écrit : « Mercredi 6 mars 1985... il n'est inculpé que de faux et usage de faux. Il dispose d'un vrai-faux passeport algérien »²⁷. [Parties civiles](#), les autorités américaines et israéliennes exercent de vives pressions afin de faire alourdir sa condamnation⁷.

À la suite de l'enlèvement par les FARL de Gilles Sidney Peyroles en échange de la libération de Georges Abdallah^{22, 23, 24, 10}, [Yves Bonnet](#), alors patron de la [Direction de la Surveillance du territoire](#) (DST), négocie avec les [services secrets](#) algériens (directement avec le colonel [Lakehal Ayat](#), directeur central de la [sécurité militaire](#), et le commandant [Smaïn Lamari](#), directeur de la sécurité intérieure algérienne) un échange dans lequel il s'engage.

Gilles Sydney Peyroles est libéré mais la [police française](#) découvre une cache d'armes lors d'une perquisition de la planque parisienne d'Abdallah²⁸, dont un [pistolet](#) de calibre 7,65 de fabrication tchèque, 25 kilos d'[explosifs](#), des [roquettes](#), des [mitraillettes](#) et d'autres armes. Des tests déterminent que le pistolet est bien l'arme utilisée pour assassiner en 1982 Charles Ray et Yacov Barsimantov²⁶. Cette perquisition a lieu quelques heures après la libération de Peyroles et avant celle d'Abdallah. La planque était pourtant connue de la DST depuis au moins deux mois²⁸.

Yves Bonnet tente de garder ces nouvelles informations secrètes jusqu'après la libération d'Abdallah afin de respecter la parole qu'il a donnée mais il échoue et Abdallah reste en prison²⁸. Ce dernier est condamné dans un premier temps à quatre ans de prison, pour détention d'armes et de [faux papiers](#)^{29, 1, 30, 10}.

Lors d'un procès médiatisé, Abdallah est à nouveau jugé le 28 février 1987 par la [cour d'assises spéciale](#) pour complicité d'[assassinat](#) dans les meurtres de 1982 de l'attaché militaire Charles R. Ray et du diplomate Yaakov Barsimantov à Paris, ainsi que pour son implication dans la [tentative d'assassinat](#) de l'ancien consul à Strasbourg Robert O. Homme, en 1984^{28,31}. Alors que l'[avocat général](#) requiert dix années d'emprisonnement, la cour le condamne à la [perpétuité](#)^{32,31}. Lors de ce procès, il apparaît que les meurtres ont été perpétrés en représailles à l'implication américaine et israélienne dans la [guerre du Liban de 1982](#) ainsi que dans l'occupation du Liban par [Israël](#). La [Fraction armée révolutionnaire libanaise](#) (FARL) dont Abdallah était le dirigeant a revendiqué la responsabilité des assassinats^{33,30}. Abdallah déclare : « Si le peuple ne m'a pas confié l'honneur de participer à ces actions anti-impérialistes que vous m'attribuez, au moins j'ai l'honneur d'en être accusé par votre cour et de défendre leur légitimité face à la criminelle légitimité des bourreaux¹⁴ ».

En 1987, sort un livre confession de Jean-Paul Mazurier, avocat de Georges Ibrahim Abdallah. Mazurier affirme avoir trahi son client et pris contact avec les services secrets français ([DGSE](#))³⁴. Néanmoins, la validité du procès ne sera pas remise en cause. Georges Abdallah aura ensuite [Jacques Vergès](#) comme avocat, jusqu'à la mort de celui-ci en 2013, puis Jean-Louis Chalanset⁵.

Le Comité de soutien avec les [prisonniers politiques](#) arabes du [Proche-Orient](#) — dont des membres du [Hezbollah](#) libanais — organise plusieurs [attentats à la bombe](#), faisant 13 morts et 250 blessés à Paris, revendiquant la libération de plusieurs détenus, dont celle de Georges Abdallah^{14,35,36}. Ce réseau, instrumentalisé et soutenu par l'[Iran](#), semble surtout avoir voulu faire payer à la France son soutien à l'[Irak](#) de [Saddam Hussein](#) — alors en [guerre avec l'Iran](#) — et n'aurait selon la [DST](#) aucun lien avec les FARL des frères Abdallah, contrairement à ce que les autorités et la presse avaient cru^{1,7,14}.

Le 1^{er} décembre 2009, Georges Abdallah est condamné à trois mois de prison pour refus de [prélèvement ADN](#), par le [tribunal correctionnel](#) de [Tarbes](#). Le 20 mai 2010, il est finalement [relaxé](#) par la [cour d'appel de Pau](#)³⁷.

Détention et libération [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Idéologie en prison [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Georges Abdallah continue son engagement politique en détention.

En 2011, il se définit lui-même comme un « combattant communiste révolutionnaire et [antisioniste](#) » mais pas un « [terroriste](#) »^{30,6}. Pour autant, il n'exprime jamais de regrets pour les actes de son groupe⁶.

En 2022, son avocat indique qu'il reste sur ses positions, se tient au courant des événements au [Moyen-Orient](#) et qu'on lui écrit du monde entier³⁸.

Demandes de libération, remise en liberté et expulsion vers le Liban [[modifier](#) | [modifier le code](#)]



Cette section est liée à une [affaire judiciaire en cours](#) (septembre 2025).

Le texte peut changer fréquemment, n'est peut-être pas à jour et peut manquer de recul. [N'hésitez pas](#) à participer à l'écriture de synthèse de manière neutre et objective, en [citant vos sources](#). N'oubliez pas

que, dans nombre de systèmes judiciaires, toute [personne physique](#) ou [morale](#) est [présumée innocente](#) tant que sa culpabilité n'a pas été légalement établie.

Georges Abdallah est, selon le [droit français](#), libérable depuis 1999^{32, 14}. Soutien de Georges Ibrahim Abdallah, le documentariste [Pierre Carles](#) affirme qu'à l'exception de l'[Italie](#), une incarcération d'une telle longueur est exceptionnelle dans les pays de l'[Union européenne](#)¹⁴. Entre 2004 et 2020, neuf des demandes de [libération conditionnelle](#) sont refusées par la justice française¹⁴.

En [novembre 2003](#), la juridiction de la [libération conditionnelle](#) de [Pau](#) ordonne sa [remise en liberté](#) à condition qu'il quitte définitivement le territoire pour le [15 décembre](#). [Dominique Perben](#), [ministre de la Justice](#), fait appel de la décision, jugeant le cas du Libanais « extrêmement grave », si bien que le 15 janvier 2004, Georges Ibrahim Abdallah voit sa demande de libération rejetée³⁰.

En mai 2009, sa nouvelle demande de libération est également rejetée par la [cour d'appel de Paris](#), s'appuyant sur la [loi Dati](#) sur la [rétenion de sûreté](#) promulguée l'année précédente, pour considérer que le détenu est un « activiste résolu et implacable », risquant de [récidiver](#) dans son combat révolutionnaire, en cas d'expulsion vers le Liban³⁰.

Le journaliste [Georges Malbrunot](#) avance en janvier 2011 que des soutiens de Georges Abdallah mettent en garde le [gouvernement français](#) contre d'éventuels enlèvements de ses ressortissants à [Beyrouth](#), comme monnaie d'échange en pratiquant le [chantage](#), comme ce fut le cas dans l'affaire [Clothilde Reiss](#) libérée de sa prison iranienne très rapidement - selon [Le Canard enchaîné](#) - après celle de l'Iranien Ali Vakili Rad, assassin du ministre [Chapour Bakhtiar](#), en 2010^{30, 39}.

En janvier 2012, Georges Ibrahim Abdallah dépose une huitième demande de libération. En février 2012, le [Premier ministre libanais Najib Mikati](#), en visite à Paris, demande aux autorités françaises la libération de ce compatriote qu'il qualifie de « [prisonnier politique](#) »⁴⁰. Le 21 novembre 2012, le [tribunal de l'application des peines](#) compétent en matière de [terrorisme](#), réuni à [Lannemezan](#) le 23 octobre 2012, prononce un avis favorable à la demande de libération de Georges Abdallah qui projette de retourner au [Liban](#). Le 10 janvier 2013, la chambre d'application des peines de [Paris](#), qui examine l'affaire en appel, accède à sa huitième demande de libération, en la conditionnant à un arrêté d'expulsion du territoire français⁴¹. [Laurent Fabius](#), [ministre des Affaires étrangères](#), reçoit à l'époque un coup de téléphone de son homologue américaine [Hillary Clinton](#) qui lui demande de ne pas rendre la liberté à Georges Ibrahim Abdallah⁴². Le 14 janvier, [Manuel Valls](#), alors [ministre de l'Intérieur](#), refuse de signer l'arrêté d'expulsion, indispensable à la libération de Georges Abdallah^{2, 14}. La ministre de la justice, [Christiane Taubira](#), réclame l'arbitrage du [président de la République](#) dans cette affaire judiciaire où intervient un membre de l'[exécutif](#) mais [François Hollande](#) laisse faire¹⁴. Manuel Valls assume un choix politique : « Je le maintiens en prison volontairement, il n'était pas question que je signe l'arrêté d'expulsion. Je le fais par conviction. J'en ai informé le président de la République, qui ne m'en a pas dissuadé »⁴³.

La décision de libération est annulée en avril 2013 par la [Cour de cassation](#)⁴⁴, car le détenu « ne pouvait se voir accorder une libération conditionnelle sans avoir été obligatoirement préalablement soumis, à titre probatoire, à une mesure de semi-liberté ou de placement sous surveillance électronique pendant une

période d'un an au moins⁴⁵ ». [Jacques Vergès](#), en produisant des documents du [département d'État](#), dénonce : « C'est le gouvernement des États-Unis qui met un veto intolérable à sa libération »^{46,30}.

Le 5 novembre 2014, le tribunal d'application des peines rejette une nouvelle demande de libération, décision confirmée en appel le 26 février 2015, sous les motifs que Ibrahim Abdallah ne fait pas l'objet d'un arrêté d'expulsion, ne regrette pas les actes pour lesquels il a été condamné, et n'a pas indemnisé les [ayants droit](#) des victimes⁴⁷.

En 1986, l'Italie réclame l'extradition de Georges Ibrahim Abdallah pour une affaire de transport d'explosifs⁴⁸. En 2024, le tribunal de [Trieste](#) abandonne les poursuites à son encontre pour cause de [prescription](#)⁴⁹.

Saisi d'une nouvelle demande⁵⁰, le 15 novembre 2024, le tribunal de l'application des peines décide sa libération conditionnelle à compter du 6 décembre 2024 sous condition « qu'il quitte le territoire français et n'y réapparaisse pas »^{51,6}. Le Liban s'engage par la voie diplomatique à rapatrier Georges Abdallah sur le territoire libanais. Pour l'avocat d'Abdallah, c'est « une victoire juridique et politique »⁶. Le [parquet national antiterroriste](#) fait appel⁵². Le 17 juillet 2025, la [cour d'appel de Paris](#) autorise sa libération, avec expulsion immédiate vers le Liban le 25^{53,54}. Le parquet général forme un pourvoi⁵⁵, néanmoins non suspensif, ce qui n'empêche pas sa remise en liberté et son expulsion⁵⁶.

Soutiens [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Yves Bonnet [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

À la fin des [années 1990](#), [Yves Bonnet](#), directeur de la [DST](#) au moment de la traque et l'arrestation d'Abdallah (1982 à 1985), se rend au [Syndicat de la magistrature](#) pour plaider en vain la cause du détenu qui doit le « maudire » du fond de sa cellule. Selon lui, une « prétendue [conversion à l'islam](#) » de Georges Ibrahim Abdallah, avancée par le [Syndicat de la magistrature](#), avait fait de ce [chrétien](#) « un dangereux propagandiste islamiste, ce qui rendait sa libération impossible »³⁰.

Le 30 décembre 2011, dans un entretien accordé à [France 24](#), Bonnet, devenu homme politique encarté au [RN](#), évoque le rôle joué par les parties civiles [États-Unis](#) et [Israël](#) dans le maintien en détention de Georges Abdallah : « La France a subi tout au long de cette affaire d'énormes pressions diplomatiques pour que celui qui a assassiné non pas des diplomates mais en réalité un agent de la CIA et un membre du Mossad (services secrets israéliens) reste en prison »⁵⁷. »

En 2012, Yves Bonnet juge anormal et scandaleux le fait de maintenir emprisonné Abdallah et déclare qu'on devrait le libérer pour le renvoyer au Liban³⁰.

Personnalités [[modifier](#) | [modifier le code](#)]



L'[OCML-VP](#), le 26 octobre 2013, devant la prison de [Lannemezan](#) où est détenu Georges Abdallah.

Annie Ernaux, [prix Nobel de littérature](#), demande la libération de Georges Ibrahim Abdallah dont la détention « fait honte à la France »^{6,58}.

Associations, partis politiques et élus de gauche [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Plusieurs militants [anti-impérialistes](#), [marxistes](#) et [antisionistes](#)³⁰, et associations françaises demandent la libération de Georges Abdallah. Ils dénoncent un acharnement judiciaire contre un « otage du gouvernement français » dans lequel certains voient un nouveau [Nelson Mandela](#)^{30,14}.

En décembre 2011, des manifestants, réunis [place Vendôme](#) à Paris pour la libération du plus ancien détenu de France, reprennent la rhétorique de l'avocat [Jacques Vergès](#) et scandent « Justice française à la botte des [sionistes](#) et des Américains ! »³⁰.

Le parti [chiïte](#) et [djihadiste](#) du [Hezbollah](#) au Liban appelle Paris à libérer son ressortissant libanais, et [Beyrouth](#) réclame « un de ses fils opprimés »³⁰. Plusieurs dirigeants libanais tels [Ibrahim Najjar](#) en 2009, [Michel Aoun](#) en 2019⁵⁹ ou [Najib Mikati](#) en 2012^{35,40} intercèdent tour à tour pour sa libération. Tous les [14 Juillet](#), des centaines de manifestants se postent devant l'[ambassade de France à Beyrouth](#) pour réclamer la libération de leur compatriote¹⁴.

En 2012 et 2013, les communes de [Calonne-Ricouart](#), [Grenay](#) et [Bagnolet](#) nomment Georges Ibrahim Abdallah [citoyen d'honneur](#) de leur ville⁶⁰.

Le 23 octobre 2013, un appel d'élus de gauche et du [centre](#) au président de la République [François Hollande](#) réclame la libération de Georges Abdallah, parmi lesquels [Noël Mamère](#), [André Chassaigne](#), [Patrick Braouezec](#) et [Nathalie Goulet](#)⁶¹. « Au fil des ans, son sort émeut et mobilise des militants proches du Parti communiste français (PCF) et de l'extrême gauche, qui accusent les gouvernements successifs d'acharnement et le considèrent comme « un prisonnier politique » »³⁸.

Le 1^{er} février 2018, des manifestants [tunisiens](#), dont des militants du [Front populaire](#), réitèrent cette demande de libération au président français [Emmanuel Macron](#) au cours d'une visite à la [médina de Tunis](#)^{62,14}.

Le 25 mai 2018, une soixantaine de militants du Collectif de soutien 65 ainsi que des militants du [Parti communiste français](#) et de la [Ligue des droits de l'homme](#) se rassemblent devant le [Centre pénitentiaire de Lannemezan](#) (Hautes-Pyrénées). Parmi eux se trouvent [Marie-Pierre Vieu](#), [députée européenne](#) communiste, et [Jacques Gaillot](#), ancien [évêque d'Évreux](#)⁶³. Ses soutiens y déclarent qu'ils souhaitent interpeller le [gouvernement français](#) sur la situation du [plus ancien détenu de France](#).



Stickers « Libérez Georges Abdallah » du Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (CLGIA).



En avril 2020, [Fabien Roussel](#), secrétaire national du [Parti communiste français](#), adresse un courrier à la garde des Sceaux, [Nicole Belloubet](#), pour réclamer la libération d'Abdallah, estimant que « personne ne peut aujourd’hui affirmer qu’il représenterait un quelconque danger pour notre pays »¹⁴.

Cortège du Parti communiste maoïste à une manifestation parisienne pour sa libération en 2018.

Le 26 octobre 2024, une manifestation réunissant 2 000 personnes a lieu devant sa prison de [Lannemezan](#) pour rappeler le 40^e anniversaire de son arrestation⁶.

Honneurs [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 19 mai 2012, André Delcourt, maire communiste de [Calonne-Ricouart](#) (Pas-de-Calais), nomme Georges Ibrahim Abdallah [citoyen d'honneur](#) de la ville⁶⁰.

Le 4 juillet 2014, le [tribunal administratif de Montreuil](#) annule la décision prise en conseil municipal^{64, 65} le 13 décembre 2013 par Marc Everbecq, maire communiste de [Bagnolet](#) en Seine-Saint-Denis, qui nomme Georges Ibrahim Abdallah citoyen d'honneur de la ville. La décision avait suscité l'émoi auprès du [CRIF](#) ou encore de l'[Association française des victimes du terrorisme](#)²⁹.

Notes et références [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

1.

↑

^{a b et c}

« [Georges Ibrahim Abdallah face à l'obstination d'États et aux fantômes de son temps](#) [[archive](#)] », sur *information.tv5monde.com*, 9 janvier 2013 (consulté le 16 novembre 2024)

2.

↑

^{a et b}

« [Georges Ibrahim Abdallah, l'embarras de Valls](#) [[archive](#)], *Libération*, 23 janvier 2013.

3.

↑

^{a b c et d}

Nicolas Dot-Pouillard, « [Georges est revenu, Ziad est parti ! Une certaine histoire de la gauche libanaise](#) [[archive](#)] », sur *Orient XXI*, 4 août 2025 (consulté le 25 octobre 2025)

4.

↑

^(en-US)

Stanley Meisler, « [Georges Abdallah: The Key to Paris Terrorism](#) [[archive](#)] », sur *Los Angeles Times*, 19 septembre 1986 (consulté le 14 février 2025)

5.

↑

^{a b et c}

« Georges Ibrahim Abdallah : ses défenseurs appellent à sa libération après 30 ans », *Le Monde.fr*, 25 octobre 2013 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 30 mars 2024)

6.

↑

^{a b c d e f g h i et j}

^(en) Agence France-Presse, « [French court orders release of Lebanese militant held since 1984 - Al-Monitor: The Middle East's leading independent news source since 2012](#) [[archive](#)] », sur *www.al-monitor.com*, 15 novembre 2024 (consulté le 15 novembre 2024)

7.

↑

^{a b et c}

^(en) Philip B. Heymann, « [International Cooperation in Dealing With Terrorism : A Review of Law](#) [[archive](#)] », sur *Harvard University*, 1990.

8.

↑

^{a et b}

Marc Daou, « [Retour sur l'affaire Georges Ibrahim Abdallah](#) [[archive](#)] », sur *France 24*, 30 décembre 2011 (consulté le 16 novembre 2024)

9.

↑

^{a et b}

^(en) « [Abdallah, Georges Ibrahim](#) »([Archive.org](#) • [Wikiwix](#) • [Archive.is](#) • [Google](#) • [Que faire ?](#)), sur *MIPT Terrorism Knowledge Base* ^(en), 13 août 2007 (consulté le 15 novembre 2024)

10.

↑

^{a b c d et e}

« Le groupe terroriste des FARL a déjà tué quatre fois en France », *Le Monde*, 6 avril 1985 ([lire en ligne](#) [[archive](#)] , consulté le 16 novembre 2024)

11.

↑

[Charles Villeneuve](#) et Jean-Pierre Péret, *Histoire secrète du terrorisme*, Plon, 1987, 308 p..

Voir aussi [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Bibliographie

[modifier | modifier le code]

- Collectif international, *Georges Ibrahim Abdallah*, Al Dante, 2012
- [Saïd Bouamama](#), *L’Affaire Georges Ibrahim Abdallah*, Premiers matins de novembre, 2020

Filmographie

[modifier | modifier le code]

- Collectif Vacarme(s) Films, *Fedayin, le combat de Georges Abdallah*, [voir en ligne](#) [archive], 2020


Liens externes

[modifier | modifier le code]


- Notices d'autorité ✎ : VIAF • ISNI • IdRef • LCCN • GND • Pologne • NUKAT

**Portail de la criminologie**

**Portail de la politique**

**Portail du communisme**

**Portail du terrorisme**

**Portail du Liban**

Catégories : [Affaire judiciaire en cours](#) | [Naissance en avril 1951](#)

[Membre du Front populaire de libération de la Palestine](#) | [Communiste libanais](#)

[Naissance dans le gouvernorat du Liban-Nord](#) | [Personnalité condamnée pour activités terroristes](#)

[Terrorisme en France](#) | [Prisonnier au centre pénitentiaire de Fresnes](#)

[Relations entre les États-Unis et la France](#) | [Citoyen d'honneur d'une ville en France](#) [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 13 novembre 2025 à 00:42.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#) [À propos de Wikipédia](#) [Avertissements](#) [Contact](#) [Code de conduite](#) [Développeurs](#) [Statistiques](#)

[Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#) [Version mobile](#)